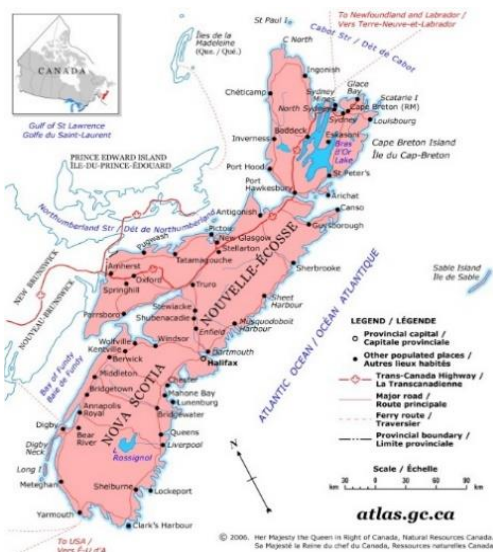


# Fiche province – juin 2024

## Economie de la Nouvelle-Ecosse



### En bref

Représentant 2,6 % de la population canadienne et 2 % du PIB national, la Nouvelle-Écosse est la province la plus peuplée et la plus importante économiquement des provinces atlantiques – respectivement 6<sup>ème</sup> en termes de population et 7<sup>ème</sup> en termes de PIB parmi les provinces canadienne. Elle est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le port d'Halifax. Si la présence française est limitée en nombre d'entreprises présentes, le groupe Michelin a une empreinte industrielle importante et demeure, avec 3 600 employés, le premier employeur privé et exportateur de la province.

### Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km<sup>2</sup>
- **Population** (au T4 2023) : 40,5 M hab
- **Densité de population** : 4,2 hab. /km<sup>2</sup>
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2023) : 2 205 Md CAD
- **PIB/hab.** (2022) : 54 320 CAD
- **Taux de chômage** (février 2024) : 5,8%
- **Solde budgétaire** (2023-2024) : - 40 Md CAD (-1,6% du PIB)
- **Dettes nette** (2023-2024) : 1 216 Md CAD (42,4 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 769 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 770 Md CAD
- **Balance commerciale pour les biens** (2023) : + 43,1 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens; données des douanes canadiennes)** : États-Unis (64 %) ; Chine (8 %) ; Mexique (4 %) ; Japon (2%) ; Allemagne (2 %), Royaume-Uni (2%)
- **Échanges de biens France – Canada** (2023) : 12,9 Md CAD

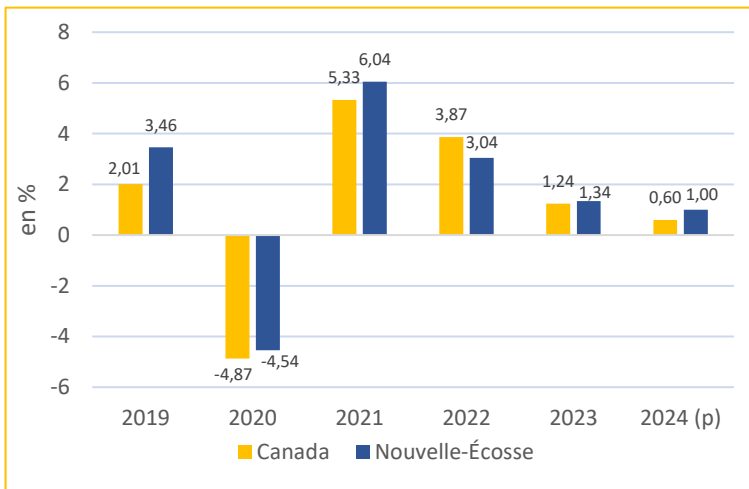


- **Superficie** : 55 283 km<sup>2</sup>
- **Population** (2024) : 1 069 364 habitants
- **Densité de population** : 19,3 hab. /km<sup>2</sup>
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2023) : 43,8 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 40 900 CAD
- **Taux de chômage** (avril 2024) : 6,6%
- **Solde budgétaire provincial** (2023-2024 (e)) : - 279 M CAD (-0,5% du PIB)
- **Dettes nette** (2023-2024) : -20 M CAD
- **Exportations internationales de biens** (2023) : 6,5 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2023) : 11,6 Md CAD
- **Balance commerciale** (2023) : - 5,1 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2023 (biens)** : États-Unis (28,5 %) ; Allemagne (21 %) ; Chine (7,6 %) ; Royaume-Uni (6,7 %) ; Cuba (4,2 %) , Pays-Bas (3,8%)
- **Échanges France – Nouvelle-Ecosse** (2023) : 310 M CAD



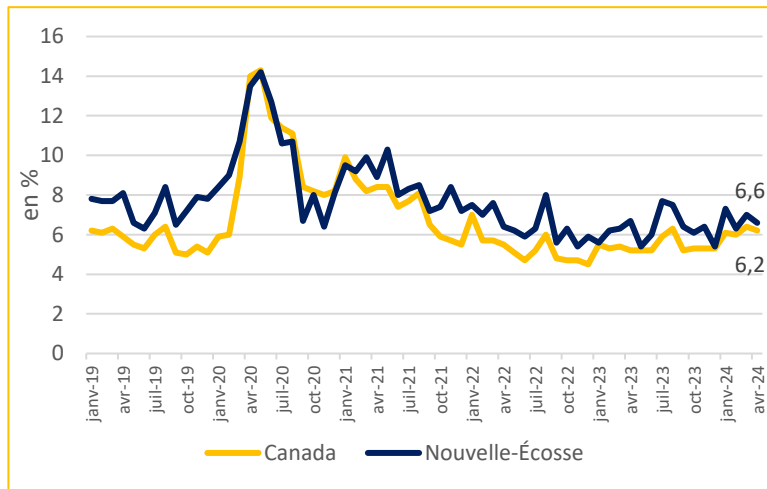
## Principaux indicateurs économiques

### Evolution du PIB



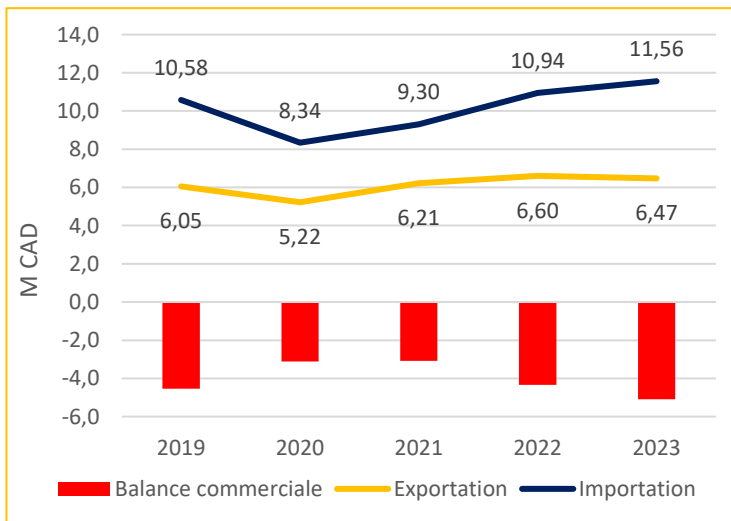
Source : Statistique Canada

### Evolution du taux de chômage



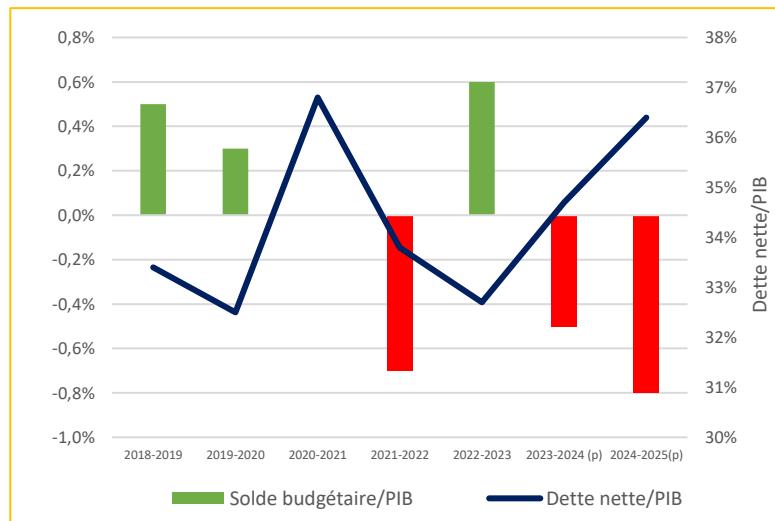
Source : Statistique Canada

### Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

### Dettes et solde budgétaire



Source : RBC fiscal tables

## Présentation générale

**Avec plus d'1 M d'habitants, la Nouvelle-Écosse représente 2,6% de la population canadienne, ce qui en fait la province la plus peuplée du Canada Atlantique.** Sa superficie est de 55 283 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent du Danemark. Cette péninsule est dotée d'un littoral qui a permis l'implantation de ports, dont le plus important est le port d'Halifax : le volume de son trafic était de 4,6 tonnes métriques (TM) en 2023 (contre 5,4 M TM en 2022). Il emploie directement et indirectement plus de 25 000 personnes et contribue en moyenne à hauteur de 2,5 Md CAD (1,7 Md €) au PIB provincial par an. En 2022, le port d'Halifax se classait au 278<sup>ème</sup> rang mondial – sur 348 - et au 14<sup>ème</sup> rang nord-américain – sur 27 - , devant Montréal (292<sup>ème</sup>) et Vancouver (347<sup>ème</sup>), du *Container port performance index 2022* de la Banque mondiale, en chute de 258 places par rapport à sa 20<sup>ème</sup> place de 2021. A titre de comparaison, le Port d'Halifax se situe derrière le port de Marseille (228<sup>ème</sup>) mais devant celui du Havre (329<sup>ème</sup>). L'indice calcule la performance des ports sur la base du temps moyen écoulé entre l'arrivée d'un navire dans un port et son départ du poste d'amarrage après l'échange de la cargaison. Halifax, capitale provinciale et économique, concentre dans sa région plus de 43,3 % de la population de la province, avec 463 416 habitants en 2024. La deuxième plus grande ville de la Nouvelle-Écosse est Sydney, sur l'île de Cap Breton. La province est essentiellement anglophone, le français n'étant la langue maternelle que de 3,6 % des habitants (Acadiens vivant principalement sur la côte sud-ouest/Baie de Fundy mais aussi à Halifax). Le premier ministre Tim Houston, du Parti progressiste-conservateur de Nouvelle-Écosse, a pris ses fonctions le 31 août 2021.

### LE CHIFFRE À RETENIR

4,6 millions TM

Volume du trafic du port d'Halifax en  
2023

## Perspectives économiques

**Après une croissance de 2,6 % su PIB en 2022, la Nouvelle-Ecosse continue, quoique plus faiblement, son développement en affichant un taux de variation de +1,34 % en 2023.** Le PIB de la province est 5,8 % supérieur à son niveau de 2019. La Nouvelle-Ecosse a enregistré la 3<sup>ème</sup> plus forte croissance des Provinces atlantiques en 2023, devant Terre-Neuve-et-Labrador (-2,5 %), mais derrière le Nouveau-Brunswick (+1,35 %) et l'Île-du-Prince-Edouard (+2,21 %). La croissance pourrait ralentir à 1 % en 2024 d'après les perspectives économiques. Le taux de chômage a diminué pour la troisième année consécutive en 2023, à 6,3 % contre 6,5 % en 2022 et 8,4% en 2021. Un résultat qui place la Nouvelle-Ecosse au 4<sup>ème</sup> rang des provinces au chômage le moins élevé et au 1<sup>er</sup> rang des provinces atlantiques. Cependant, le ralentissement économique observé à l'échelle nationale pourrait porter le taux de chômage à 7,7% en 2024 selon Statistique Canada.

### LE CHIFFRE À RETENIR

+1,3 %

Croissance du PIB en 2023

## Finances publiques

**Les dépenses dans le budget provincial 2024-2025 atteindront 16,5 Md CAD (11,1 Md €), soit une hausse de 2,1 Md CAD (1,41 Md €) par rapport à l'année précédente ; le logement, la santé et le de coût de la vie sont au cœur du nouveau budget.** Sur le front du logement abordable, le budget prévoit notamment de soutenir 8 500 ménages pour le paiement de leur loyer (contre 8 000 ménages l'année précédente), une mesure estimée à 70 M CAD (47 M €). Le programme de construction de logements sociaux apparaît également dans le budget : sur 5 ans, 1 Md CAD (0,7 M €) devraient permettre de construire plus de 40 000 logements. Le nouveau budget octroie 7,3 Md CAD à la santé, soit 44% du total des dépenses ; en augmentation sensible sur les 3 dernières années (+36% d'augmentation). Parmi les dépenses en santé, 360 M CAD (243 M CAD) sont prévus pour améliorer le fonctionnement de Nova Scotia Health, 184 M CAD (124 M CAD) seront alloués à Action for Health et 36 M CAD (24 M CAD) permettront de mieux prendre en charge les soins de santé mentale. L'enveloppe santé prévoit également de renforcer le programme de lutte contre le cancer et de rénover et construire des hopitaux, notamment à Amherst, Pugwash, Bridgewater et Yarmouth. Concernant le coût de la vie, l'indexation sur le taux

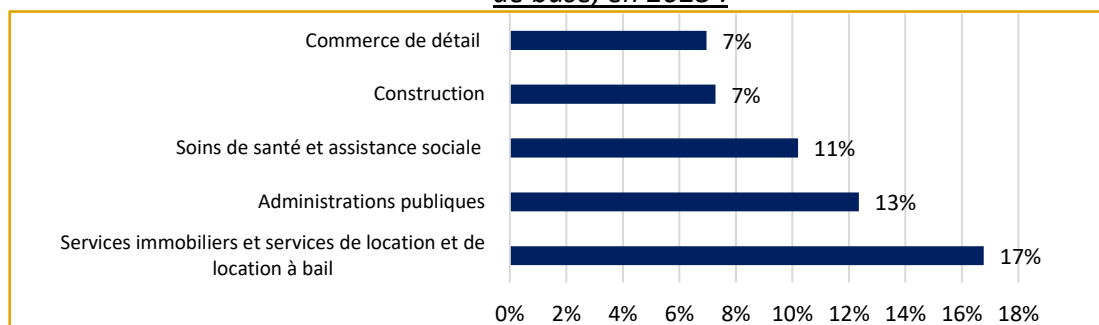
d'inflation de la Nouvelle-Écosse des tranches de l'impôt sur le revenu des particuliers et de certains crédits d'impôt non remboursables tels que le montant personnel de base (montant calculé en fonction du revenu net sur l'année, qui pourra être déduit du revenu imposable) est prévue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ; d'ici 2028, ce changement représentera jusqu'à 160 M CAD (108 M €) d'économies d'impôt pour les contribuables. Le budget prévoit également le lancement d'un nouveau programme de repas du midi pour les élèves dans le réseau scolaire public ; 19 M CAD (12,8 M €) sont prévus pendant la première année et jusqu'à 100 M CAD (67 M €) par an en 2027-2028.

Dans le dernier budget, le déficit annoncé était de 278 M CAD (188 M €), il s'est finalement établi à 402 M CAD (271 M €). Un déficit limité (1% du PIB ou moins), qui devrait toutefois persister pendant les trois prochains exercices : 467 M CAD (315 M €) sont prévus pour 2024-2025, puis 609 M CAD (411 M €) pour 2025-2026 et 360 M CAD (243 M €) pour 2027-2028. Le budget publié en février ne mentionne pas d'engagement explicite sur un rétablissement à l'équilibre budgétaire. Pour l'exercice 2024-2025, le gouvernement prévoit des revenus de 15 Md CAD (+1,6 Md CAD) et des dépenses de 16,5 Md CAD. Pour le prochain exercice, le niveau de dette est prévu à 20 Md CAD (13,5 Md CAD) (34,6% du PIB), soit une hausse de 1,5 Md CAD en glissement annuel.

## Aspects sectoriels

**L'économie de la province est tournée vers les services (81% du PIB provincial, contre 70% pour le Canada).** Après une phase difficile de transformation de son économie (pêche, charbon, sidérurgie), la Nouvelle-Écosse est aujourd'hui reconnue comme le centre économique, financier et commercial des quatre provinces de l'Atlantique. Son profil économique s'apprécie différemment selon que l'on considère la capitale (qui évolue de plus en plus vers les services) ou les régions plus rurales, encore spécialisées dans les secteurs traditionnels (énergie, agriculture, exploitation forestière, pêche et production manufacturière).

Répartition des cinq secteurs les plus importants du Produit intérieur brut (PIB) de la Nouvelle-Écosse aux prix de base, en 2023 :



Source : Statistique Canada

- ❖ **L'océan a un rôle économique important pour la province.** Le 15 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé que le [cluster de l'économie océanique dans les provinces de l'Atlantique](#) était l'une des 5 supergrappes retenues dans le cadre de l'initiative fédérale des supergrappes d'innovation qui vise à financer à hauteur de 950 M CAD des projets innovateurs entre 2018 et 2022. Au total, le financement du *Canada's Ocean Supercluster* a atteint 152 M CAD (104 M€) selon le rapport financier 2022 du cluster Ocean. En février 2023, le Ministre de l'Innovation, des Sciences et des Technologies, François-Philippe Champagne, a annoncé 125 M CAD (80 M€) supplémentaire de financement au profit du cluster océan ; des fonds qui avaient déjà été provisionnés dans le budget fédéral 2022. Le cluster océan regroupe des

acteurs privés, publics et académiques et soutient la recherche et l'innovation de pointe dans les industries du secteur maritime, entre autres la pêche et l'aquaculture, la valorisation du pétrole et du gaz extracôtier, la défense, la construction navale, les transports et les énergies propres. Le pôle retient parmi ses objectifs le développement de projets technologiques axés sur la « numérisation » des opérations maritimes (véhicules maritimes autonomes, réseaux de capteurs). Parmi les membres Néo-écossais du cluster, on compte notamment *Irving Shipbuilding*, *Scotia Seafood Producers*, *Emera Inc.* et l'Université Dalhousie. Les retombées économiques prévues sur 10 ans dans les Provinces Atlantiques sont estimées à 14 Md CAD et la création de plus de 3 000 emplois est attendue. Selon ISDE, à ce jour, le cluster Ocean a financé près de 70 projets, ayant investi au total près de 160 M CAD (110 M€), soit 57% des fonds alloués au cluster. A noter qu'en juin 2024, le cluster océan a annoncé un total de 8,3 M CAD (5,7 M€) d'investissements dans quatre projets en commun avec l'agence publique de soutien à l'innovation britannique, Innovate UK. Ces projets visent à réduire l'intensité en carbone des navires, faciliter l'observation des fonds marins protégés et améliorer les technologies de drones sous-marins.

Ouvert en 2018, **COVE** (*Centre for Ocean Venture and Entrepreneurship*), implanté à Dartmouth, est un incubateur de start-ups dans le domaine des océans. Il s'affirme comme un centre de développement et de recherche sur les technologies liées à l'océan, qui englobe de nombreux domaines (construction navale, biodiversité, pêche, robotique, défense). Plusieurs universités et établissements sont impliqués dans la genèse du projet (en témoigne le nombre d'universitaires présents au Conseil d'Administration); des bureaux seront notamment mis à disposition de l'université Dalhousie, du Ocean Frontier Institute et du Nova Scotia Community College. COVE accueille plusieurs start-ups dans ses locaux, pour des durées allant jusqu'à 6 mois.

- ❖ **Agriculture** : la production agricole de la Nouvelle-Ecosse se concentre sur les produits laitiers (156 M CAD, 105 M€ en moyenne ces dernières années entre 2018 et 2022), les fruits (73 M CAD, 49 M€) et les œufs (46 M CAD, 31 M€).
- ❖ **Pêche** : Selon les données 2022 de Statistique Canada, le montant total de la pêche pour la Nouvelle-Ecosse s'élève à 1,7 Md CAD (1,1 Md €), soit 220 239 tonnes. En détail, la valeur de la pêche s'élève à 869 M CAD (595 M€) de homards (43 000 tonnes), 243 M CAD (166 M€) de crabes des neiges (15 800 tonnes) et 213 M CAD (146 M€) de pétoncles (52 153 tonnes). Elle se place en tête des provinces canadiennes et représente 36% du total de la pêche au Canada. A cela s'ajoute une production aquacole (poissons et de fruits de mer) de 158 M CAD (106 M€) - soit 11,8% de la production nationale - portée par le saumon (139 M CAD (94 M€)). Les secteurs de la pêche, de la transformation et de l'aquaculture emploient plus de 18 000 personnes en Nouvelle-Ecosse . La Nouvelle-Ecosse est la première province exportatrice de produits de la mer avec plus de 2,3 Mds CAD (1,7 Mds €) en 2023 – soit plus d'un quart des exportations de produits de la mer du Canada et plus de 37% des exportations de biens et de marchandises de la province.
- ❖ **Pneumatiques** : sous l'impulsion de l'entreprise Michelin, le secteur des pneumatiques (pneus neufs et usagés) représente plus de 1,2 Md CAD (800 M€) d'exportations en 2023, soit 17 % des exportations totales de la province.
- ❖ **Produits forestiers** : Alors que l'industrie des pâtes et papiers de Nouvelle-Ecosse représentait 2,7 % des exportations canadiennes du secteur en 2019, elle n'en représente plus que 1,6% en 2023. Au total,

Statistique Canada note que les exportations de produits de pâtes et papier ont été divisées par près de 2 entre 2018 et 2022. L’industrie a été particulièrement touchée par la fermeture de l’usine *Northern Pulp Mill* en décembre 2019, suite à laquelle le gouvernement a lancé un nouveau fonds provincial pour encourager l’innovation forestière et relancer la filière. En conséquence, les exportations de bois ont été multipliées par 1,7 entre 2019 et 2023, pour représenter 2,7 % des exportations canadiennes de bois, contre 1,7% en 2019. Le bois est devenu le 3<sup>ème</sup> produit exporté par la Nouvelle-Ecosse en 2023, après les produits de la mer et les pneumatiques.

- ❖ **Energie** : La production d’hydrocarbures en Nouvelle-Ecosse a pris fin en décembre 2018 et les plateformes gazières de *Deep Panuke* et de *Sable Island* ont récemment été entièrement démantelées. La Nouvelle-Ecosse a toutefois la volonté de relancer sa production de gaz naturel offshore avec un nouvel appel d’offres sur 8 parcelles. En décembre 2023, les gouvernements fédéral et provincial ont rejeté l’offre de 1,5 M CAD d’Inceptio Limited pour une licence d’exploration de gaz naturel offshore sur le plateau de Sable. Bien que l’offre ait été initialement approuvée par le Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board en octobre 2023, les ministres des ressources naturelles ont décidé de ne pas accorder la licence, privilégiant les opportunités économiques dans le secteur des énergies propres et renouvelables. La stratégie de relance du gaz ne pourra toutefois être complète sans structures de liquéfaction et d’exportation du gaz naturel : à l’heure actuelle, seul un site de réception et regazéification *Canaport LNG* - racheté en novembre 2021 par *Repsol* et renommé *Saint John LNG* - existe, avec une capacité maximale de réception de GNL de 28 M mètres cubes par jour, permettant d’alimenter 20 % des besoins en gaz naturel du Nord-Est des Etats-Unis et du Canada. A l’exportation, deux projets font l’objet de réflexions : l’usine de GNL de Goldboro et celle de Byers Cove. *Peridae Energy*, une compagnie de l’Alberta qui gère le projet de Goldboro, avait annoncé en juillet 2021 reporter sa décision sur ce projet du fait des oppositions qu’il suscitait, ce qui avait été interprété comme un abandon ; l’entreprise continue toutefois d’explorer les possibilités d’aller de l’avant avec ce projet, avec un approvisionnement différent puisque le gaz ne viendrait pas de l’Ouest canadien, mais plutôt du Nouveau-Brunswick, des Etats-Unis, déjà reliés à la Province via un gazoduc de 1300 km construit par la *Maritimes and Northeast Pipeline Limited*, et éventuellement directement de la Nouvelle-Ecosse, si le projet de gaz naturel se concrétisait.

**La province mise également sur la production d’énergie renouvelable, notamment la production d’énergie éolienne offshore et d’énergie marémotrice et houlomotrice dans la Baie de Fundy où les marées sont les plus importantes au monde.** Le centre de recherche canadien pour l’énergie marémotrice est ainsi implanté en Nouvelle-Ecosse (*Fundy Ocean Research Centre for Energy (FORCE)*). La Nouvelle-Ecosse est la première province du Canada à avoir lancé sa feuille de route pour le développement de l’éolien offshore qui, si elle avance au rythme souhaité (cadre réglementaire en cours d’adoption au niveau fédéral puis provincial), devrait permettre de lancer jusqu’à 5 GW d’appels à projets d’ici 2030 (dont le premier en 2025). La filiale d’Engie, *OceanWinds*, a échangé avec le ministère des Ressources Naturelles de Nouvelle-Ecosse pour exposer leur savoir-faire en la matière. La concurrence s’organise déjà avec deux entreprises, *DP Energy (IR)* et *SBM Offshore*, qui ont formé une joint-venture en vue de répondre à un premier appel à projet. *Nova Scotia Power* travaille activement à la transition énergétique de la province, avec des objectifs de 80 % d’électricité renouvelable d’ici 2030 et de neutralité carbone d’ici 2035. Cette transition inclut des systèmes de stockage d’énergie par batterie (*SSEB*), soutenus financièrement par le programme *Smart Renewables and Electrification Pathways* et la Banque d’Infrastructure du Canada, en collaboration avec les communautés *Mi’kmaw*. En avril 2024, la Nouvelle-Ecosse a adopté le *Energy Reform Act (ERA)* pour moderniser son système énergétique et améliorer la régulation des services publics. La loi élargit le *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board* aux énergies renouvelables, désormais intitulé le *Canada-Nova Scotia Energy Board* pour réguler les services publics énergétiques, et le *Regulatory and Appeals Board* pour les réglementations restantes. Elle crée également un *Independent Energy System Operator* pour gérer le réseau électrique et favoriser l’intégration des énergies renouvelables. Cette réforme vise à accroître la transparence, l’innovation

et la durabilité dans le secteur énergétique de la province

- ❖ **Mines** : la mine de charbon *Donkin* de Cap Breton, avait fermé temporairement en 2020, après une chute des prix du charbon et des effondrements de la voûte survenus dans les galeries ayant entraîné plusieurs arrêts de travail. La mine a rouvert en septembre 2022, avant de fermer de nouveau à cause d'un éboulement d'un toit de tunnel en juillet 2023. En mars 2024, la mine a reçu l'autorisation de rouvrir, mais n'avait toujours pas repris ses activités en mai 2024. La mine d'or de Touquoy, détenue par la société minière australienne *St Barbara (Atlantic Gold)*, a ouvert en octobre 2017 et la production commerciale a commencé le 1<sup>er</sup> mars 2018. La filiale a été condamnée à une amende en février 2022 pour avoir enfreint les lois environnementales fédérales et provinciales. Si la province ne dispose pas de ressources minières critiques, elle a toutefois abrité un centre de recherche de *Tesla* sur les batteries pour véhicule électrique avec l'université Dalhousie d'Halifax pendant 5 ans entre 2016 et 2021.
- ❖ **Défense et aérospatiale** : Le chantier *Irving Shipbuilding* d'Halifax est chargé de la construction de 6 navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique commandés par le gouvernement fédéral, pour une valeur totale de 5 Md CAD. Les quatre premiers navires ont été livrés (en juillet 2020, juillet 2021 et septembre 2022 et août 2023) et le 4<sup>ème</sup> devrait être livré à l'été 2024 et le 5<sup>ème</sup> bateaux fin 2025.

## Relations économiques bilatérales

### Les échanges de biens entre la France et la Nouvelle-Écosse en 2023

Les échanges de biens entre la France et la Nouvelle-Ecosse se sont élevés à 310 M CAD (209 M€) en 2023, en baisse de 8 % par rapport à 2022. Selon Statistique Canada, ils représentent 2,5% des échanges France-Canada, soit la 5<sup>ème</sup> province partenaire de la France.

En 2023, les importations françaises en provenance de la Nouvelle-Ecosse étaient de 109 M CAD (74 M€), soit une baisse de 15%. Elles étaient composées de moitié en biens de consommation (48%), de produits agricoles et de la pêche (23%) - principalement de homards et de coquilles Saint-Jacques - et de produits forestiers (8%). Sur l'année 2023, les importations de matériel et pièces électroniques et électriques s'établissent à 4,7 M CAD, en hausse de 212%.

Les exportations françaises vers la Nouvelle-Ecosse se sont élevées à 200M CAD (M€), en baisse de 5%, et étaient principalement composées de machines et pièces industrielles (31,7%), produits énergétiques (19%), d'aéronefs et pièces de transport (18%), de et de biens de consommation (12%).

La France a une balance commerciale bénéficiaire vis-à-vis de la Nouvelle-Ecosse pour les biens (91 M CAD, soit 61 M€), en hausse de 9% par rapport à 2022.

### Les échanges de biens France – Nouvelle-Ecosse en 2023 (source : Statistique Canada)

	M CAD	M €	Evolution 2022/2023
Importations françaises depuis la Nouvelle-Ecosse	109	74	-15%
Exportations françaises vers la Nouvelle-Ecosse	200	135	-5%
Total des échanges	310	209	-8%
Balance commerciale	91	61	+9%

## Une présence marquée dans les pneumatiques, l'aéronautique et l'énergie

La présence française en Nouvelle-Écosse se concentre sur la fabrication de pneumatiques, le secteur aéronautique et de défense et le secteur énergétique :

- **Michelin, principale entreprise française** présente en Nouvelle-Ecosse depuis 1969 ; la société est également le premier employeur et le premier exportateur de la province. Le groupe y emploie **3 600 personnes** (1<sup>er</sup> employeur provincial) sur **3 unités de production dans la province (5 au total au Canada)** : Pictou, Waterville et Bridgewater. Michelin exporte le trois-quarts de sa production vers les États-Unis, ce qui en fait le premier exportateur de la province. L'entreprise Michelin continue de développer l'activité dans la province avec l'annonce en mars 2023 d'un investissement de 300 M CAD (200 M€) dans ses usines en Nouvelle-Ecosse pour améliorer son empreinte environnementale, grâce à l'intégration de nouvelles technologies et de nouveaux équipements dans les trois usines de production de la province. Il permettra de créer au moins 70 emplois à l'usine de Bridgewater.
- **Thales** (avec ses filiales du secteur naval) : Thales est présent avec des bureaux à Halifax, ouverts en septembre 2018 à la suite de l'obtention d'un contrat en 2017 pour soutenir le programme *Canada's Arctic and Offshore Patrol Ships and Joint Support Ships* (abrégé AJSS en français et en anglais). Thales, en tant que maître d'œuvre du programme AJSS, supervisera le carénage, la réparation et la maintenance de ces flottes tout au long de leur durée de vie opérationnelle ; en collaboration avec la Marine royale canadienne et les installations de maintenance de la flotte, il veillera à ce que les navires soient prêts pour la mission, où et quand ils sont nécessaires, d'un océan à l'autre.

En mars 2023, COVE et Thales ont lancé deux appels à projet « *Naval Technology innovation challenges* » destinés aux PME et aux start-ups. Ces appels à projet ont pour but de sélectionner des PME et start-ups afin de développer des solutions de capture carbone et d'amélioration de la qualité de l'air à bord pour la Marine Canadienne. Les deux entreprises Aeon Blue Inc. et Hexsor Scientific Canada Inc. qui ont remporté ces défis (annonce lors du salon H2O en juin 2024) gagneront 175 000 CAD (120 000 €) et pourront conserver la propriété intellectuelle sur les technologies développées, mais devront octroyer une licence d'utilisation à Thales pour honorer son contrat avec la Marine Canadienne.

- **Stelia Aerospace** : Le site de Stelia Aerospace se situe à Lunenburg. L'entreprise est spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de matériaux composites pour l'industrie de la défense nord-américaine et les *Five eyes*. Ses principaux clients sont Lockheed Martin, Northrop Grunman, Sikorsky, Leonardo, L3Harris, Boeing, Bombardier, De Havilland, ARSE, et MDA.
- **Ubisoft** : le développeur et distributeur de jeux vidéo Ubisoft a fait l'acquisition du studio Longtail Halifax en 2015. Ubisoft Halifax compte plus de 80 employés et se spécialise dans le développement de jeux mobiles. En mai 2023, Ubisoft a inauguré de nouveaux bureaux dans le centre d'Halifax.
- **Décathlon** a ouvert son premier magasin dans les provinces atlantiques à Dartmouth en 2020.